
PREFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

MWB

A R R E T E

n° 9 7 2 1 3 4 du - 1 OCT. 1997
portant prescriptions complémentaires à
la Ville de RIXHEIM



LE PREFET DU HAUT-RHIN

Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application, et notamment son article 18 ;
- VU** le décret n°94-485 du 9 juin 1994 modifiant la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°33750 du 26 novembre 1973 autorisant Monsieur Alfred STURM à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de RIXHEIM, au lieu-dit "Sandfeld", pour une durée de 10 années ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°90384 du 9 mai 1989 portant prescriptions complémentaires et demandant à Monsieur Alfred STURM de remblayer partiellement la carrière précitée et de reconstituer une banquette de protection ;

.../...

- VU l'accord du 8 septembre 1990 concernant la cession du droit d'exploiter signé par Monsieur Alfred STURM domicilié Résidence du Parc - 19 Boulevard de l'Europe - 68100 MULHOUSE et le Maire de la Commune de RIXHEIM,
- VU la demande du 26 février 1992, par laquelle la Commune de RIXHEIM, représentée par son Maire, Monsieur Pierre BRAUN, sollicite le changement d'exploitant pour la carrière précitée,
- VU l'arrêté préfectoral n° 98660 du 9 juillet 1992 autorisant la Ville de RIXHEIM à remblayer partiellement la carrière précitée afin de reconstituer les banquettes de protection,
- VU la demande de la Ville de RIXHEIM du 24 mars 1997 sollicitant une prolongation du délai de remblaiement imposé à l'arrêté du 9 juillet 1992,
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 7 - JUIL. 1997
- VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières du 2 SEP. 1997

CONSIDÉRANT qu'il peut être accordé un délai supplémentaire à la Ville de RIXHEIM pour procéder à la fin des travaux de mise en sécurité et de remise en état de la carrière du "SANDFELD" précédemment citée,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de renforcer le contrôle de la qualité des eaux souterraines à l'amont et à l'aval de la carrière, ainsi que le contrôle de la qualité des matériaux de remblai,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R E T E

ARTICLE 1ER -

La Ville de Rixheim, représentée par la Mairie, autorisée à poursuivre le remblaiement de la carrière du "SANDFELD" sise sur les parcelles 32a, b, c et 33 de la section 1 - Rixheim, est tenue de se conformer aux prescriptions suivantes qui s'appliquent à cette carrière.

ARTICLE 2 -

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 98660 du 9 juillet 1992 sont abrogées.

ARTICLE 3 -

- 3.1 Conformément au plan annexé au présent arrêté, le remblaiement porte sur la partie des parcelles 32a et 33 - section 1 - située au Nord de la droite AB, les points A et B étant définis comme suit :

Point A Sur la limite Est de la parcelle 32a, à 168 mètres au Nord, du sommet Sud-Est de la parcelle,;

Point B Sur la limite Ouest de la parcelle 33, à 168 mètres au Nord, du sommet Sud-Ouest de la parcelle.

- 3.2 La superficie approximative de cette carrière est de 0,27 ha.

- 3.3 Les travaux de remblaiement devront être achevés dans un délai de 1 an.

ARTICLE 4 -

- 4.1 Conformément au plan annexé au présent arrêté, il sera reconstitué sur la parcelle 33, une banquette de protection d'une largeur de 10 mètres, le long de la parcelle 34, entre le sommet Sud-Est de la parcelle 34 et le point B précédemment défini.
- 4.2 Les travaux de reconstitution devront être achevés dans un délai de 1 an.

ARTICLE 5 -

Les terrains à remblayer , le seront jusqu'à la côte naturelle des terrains avoisinants.

La zone remblayée définie à l'article 3, et les banquettes de protection de la carrière, seront raccordées au fond de fouille par des talus dont la pente sera d'au maximum 1/1 (45°).

ARTICLE 6 -

Les matériaux destinés au remblaiement et entrant sur le site de la carrière seront déchargés préalablement sur une aire de contrôle afin d'en vérifier le contenu. Ils devront être exempts de toute souillure pouvant constituer une charge polluante pour l'environnement du point de vue physique, chimique ou biologique.

Tout chargement contenant des matériaux souillés par des matériaux non admissibles en remblai et autres définis à l'article 7.1 sera refusé, rechargé immédiatement puis réexpédié ; à défaut les produits refusés seront placés dans des conteneurs étanches.

L'exploitant avertira immédiatement la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en cas de découverte de terres souillées, de déchets industriels et en général de tout produit non admissible en remblai ; si ces produits proviennent d'un autre pays que la France, une information immédiate aux Services des Douanes sera également effectuée.

Un registre des refus sera tenu à la disposition de la Direction Régionale de l'Industrie, de la recherche et de l'Environnement et des Services des Douanes le cas échéant.

L'exploitant vérifiera que chaque entreprise venant apporter des matériaux a bien signé une convention de reprise immédiate en cas de non conformité.

ARTICLE 7 -

7.1 Sont exclusivement acceptés comme matériaux de remblaiement les matériaux inertes suivants :

- terres, argiles, marnes,
- sables et graviers, tout-venant, matériaux naturels provenant d'exploitation de carrières,
- briques, tuiles, béton, non souillés par des matériaux non admissibles en remblai.

7.2 Sont interdits tous autres matériaux et notamment les matériaux suivants :

- ordures ménagères,
- objets flottants (bois, plastiques, ...),
- ferrailles,
- plâtre,
- ciments d'asphaltes (granulats enrobés d'asphalte ou bitume),
- déchets industriels,
- béton provenant d'industries chimiques
- béton recouvert de plâtre,
- verre,
- amiante et produits à base d'amiante,
- sables de fonderie,
- déchets hospitaliers,
- papiers et cartons,
- etc, ...

7.3 Pour les opérations de remblayage l'exploitant devra être en mesure de justifier à tout moment, la date, l'origine, la nature, les quantités de matériaux qu'il reçoit. Ces renseignements seront consignés dans un registre qui sera mis à la disposition de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

ARTICLE 8 -

8.1 Contrôle de la qualité des eaux souterraines

Au moins deux puits de contrôle de la qualité des eaux de la nappe phréatique sont mis en place, un en amont et un en aval hydraulique de la carrière.

Un contrôle de la qualité des eaux de la nappe phréatique sera réalisé selon les modalités suivantes :

- à la fréquence d'une fois par an à la période de hautes eaux :
une analyse physico-chimique complète de type C3 de la Santé Publique, avec recherche des éléments traces (analyses de type C4a, C4b et C4c), et une analyse bactériologique complète de type B3,
- à la fréquence d'une fois par semestre :
une analyse physico-chimique complète de type C4a, avec recherche des éventuels éléments mis en évidence lors de l'analyse annuelle

Les prélèvements et analyses seront effectués par un laboratoire agréé.

8.2 Contrôle de la qualité des matériaux de remblai

Pour toutes les opérations de remblayage, l'exploitant devra être en mesure de justifier à tout moment la date, l'origine, la nature, les quantités de produit qu'il reçoit. Ces renseignements seront consignés dans un registre mis à la disposition de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Il sera procédé sur les matériaux de remblai à des prélèvements et à leur analyse, par un laboratoire agréé dont le nom sera communiqué à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Les prélèvements et leur analyse seront effectués à fréquence trimestrielle. Ils feront l'objet des déterminations suivantes :

- aspect physique,
- teneur en matières organiques,
- test de lixiviation selon la norme NF X 31210 avec recherche des éléments suivants : DCO, phénols, hydrocarbures, métaux lourds (Cr, Cd, Hg, Cu, Zn, Fe, Al).

Le test de lixiviation devra également comprendre la détermination de la fraction soluble et les teneurs en sels d'acides forts (chlorure de sulfate, nitrate).

La troisième analyse annuelle comprendra également la recherche des pesticides, pesticides organochlorés et organophosphorés.

8.3 Contrôles inopinés

A l'initiative de l'inspecteur des installations classées, il pourra être procédé de façon inopinée à des prélèvements d'eau dans les puits de contrôle de la nappe phréatique, à des prélèvements sur les matériaux de remblai, et à leur analyse, par un laboratoire agréé.

8.4 Frais

Les dépenses inhérentes aux prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

8.5. Transmission des résultats d'analyses

Les résultats d'analyses seront communiqués dès réception à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement à MULHOUSE.

ARTICLE 9

9.1. Plan et mise à jour

Il sera établi, pour la carrière, un plan à l'échelle 1/500, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.

Sur ce plan seront reportés :

- les dates des levés,
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m et la dénomination des parcelles cadastrales concernées,

- les bords de la fouille,
- les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 5 m d'altitude) et les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques,
- l'emplacement exact du bornage,
- la position des dispositifs de clôture,
- les emplacements de stockage des terres de découverte,
- l'étendue des zones de l'exploitation remblayées et celles remises en état,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les piézomètres et éventuels cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- les coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales.

Ce plan sera mis à jour au moins tous les ans et servira de document sur l'état d'avancement des travaux de remise en état.

9.2. Communication du plan

Le plan sera conservé sur le site, par la personne chargée de la direction technique des travaux et tenu à la disposition des agents mandatés pour assurer le contrôle de l'exploitation ou communiqué sur simple demande à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargée de l'inspection des installations classées. Chaque version du plan sera versée au registre d'exploitation de la carrière.

ARTICLE 10

- 10.1 Pendant les travaux de remblaiement et de remise en état, une clôture solide et efficace, ou tout autre dispositif équivalent, devra être maintenue en bon état autour du périmètre de la carrière.
- 10.2 L'accès des véhicules chargés du remblaiement au chantier sera assuré par un barrage mobile, solide, susceptible d'être bloqué pendant les heures où le chantier n'est pas surveillé.
- 10.3 Un panneau indiquant l'identité du bénéficiaire, la référence de la présente autorisation, et l'objet des travaux, sera apposé sur la voie d'accès au chantier.

ARTICLE 11

A la fin des travaux de remblaiement définis aux articles 3 et 4, il devra être procédé à la remise en état du site.

Celle-ci consistera en un régalage sur l'ensemble des surfaces de la carrière de terres végétales.

Les travaux de remise en état seront achevés dans un délai de 3 ans.

A la fin des travaux de remise en état, la Ville de RIXHEIM adressera au Préfet une déclaration de fin de travaux, et son mémoire, comme cela est prévu à l'article n°34-1-III du décret du 21 septembre 1977 susvisé.

AMPLIATION - PUBLICITE

ARTICLE 12

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation est adressée à :

- M. le Sous-Préfet de MULHOUSE,
- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement,
- Mme le Chef du Service Départemental de l'Architecture,
- Mme le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles d'Alsace (Conservatoire Régional de l'Archéologie),
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace : trois exemplaires.

En outre, ampliation sera notifiée à la Ville de RIXHEIM, exploitant bénéficiaire de la présente autorisation.

Un extrait du présent arrêté sera publié dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département et affiché par les soins du Maire de RIXHEIM.

Fait à Colmar, le - 1 OCT. 1997

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Délai et voie de recours

Signé . J.C. EHLMANN

La présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou par l'exploitant que dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Pour les tiers, la présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG que dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au Préfet.




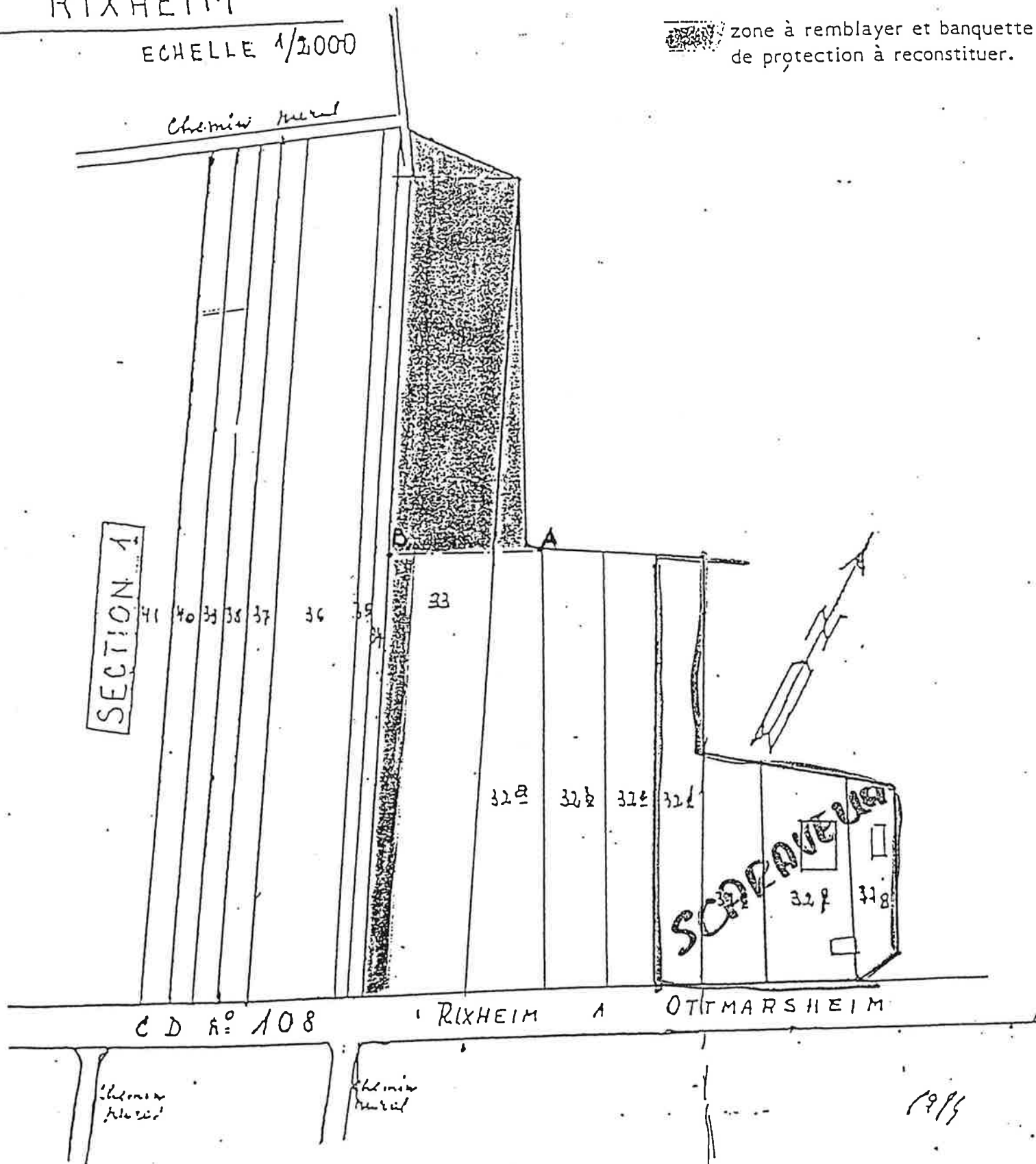
Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :


Christian AULEN

COPIE PLAN CADASTRAL
RIXHEIM

ECHELLE 1/2000

 zone à remblayer et banquette de protection à reconstituer.



CARRIERE de la Ville de RIXHEIM